



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

## **Déclaration SNES-FSU au CDEN du 7 décembre 2018 sur les sectorisations des collèges pour la rentrée 2019**

Madame la Présidente, mesdames, messieurs les membres du CDEN.

Nous avons pris l'habitude depuis quelques années de nous prononcer sur des sectorisations qui ne prennent plus compte que de la seule dimension démographique en évacuant systématiquement les considérations sociologiques. Ainsi et malgré des alertes répétées de notre part, les politiques éducatives départementales renforcent, faute de courage politique et d'ambitions éducatives, les clivages territoriaux existants depuis longtemps déjà dont de nombreuses politiques nationales portent une grande part de la responsabilité. Certains choix que nous devons faire cette année s'inscrivent dans cette même logique et vont plus loin même puisque l'on nous demande d'entériner pour certains collèges des situations démographiques insoutenables. Faute de mieux, il nous faudrait engager l'avenir de nos élèves dans une direction incertaine en les condamnant à vivre des conditions de scolarisation inacceptables. Ce sont ces non choix qui à la longue contribuent à la construction progressive d'un cercle vicieux dont nos élèves sont les premières victimes. Ces politiques sont violentes, brutalisantes car elles créent du mal être chez tous les acteurs de la communauté scolaire. Cette violence prend ces jours derniers une dimension nouvelle et nos élèves semblent vouloir en exprimer ses outrances.

Nous souhaitons attirer l'attention des membres du CDEN sur les mobilisations lycéennes actuelles qui dénoncent la logique foncièrement inégalitaire des réformes menées au pas de charge et sans véritable concertation par le Ministère. Le dispositif « Parcours Sup » a consacré la concurrence généralisée de tous contre tous et l'introduction de la sélection laissant sur le bord du chemin les élèves issus des catégories sociales et culturelles les moins favorisées. C'est cela que nous rappelle avec force la mobilisation de plusieurs milliers de jeunes. Leur parole doit être entendue, écoutée et pleinement respectée.

La nouvelle architecture du baccalauréat et du lycée est de même nature : autoritaire et inégalitaire. La plus grande variété de choix vendue aux élèves par le Ministère ne sera pas au rendez-vous à la rentrée prochaine puisque les établissements ne proposeront pas tous les enseignements de spécialité. La réforme fait diminuer le nombre d'heures d'enseignement et aura donc pour conséquence une montée des effectifs par classes et sera responsable de la suppression de 2600 postes d'enseignants, s'inscrivant ainsi pleinement dans les politiques d'austérité frappant la fonction publique dans son ensemble. Le gouvernement qui, d'un côté, supprime l'ISF pour les plus riches prévoit en même temps 60 milliards d'euros d'économies budgétaires d'ici à 2022. Concrètement cela signifie gel des salaires pour tous et prime au mérite pour quelques uns, menaces sur le statut et recours accru aux contractuels, plan de départ volontaire et fermeture de classes et de postes. Ces politiques creusent les inégalités sociales et territoriales et sont responsables de l'affaiblissement continu des services publics que dénoncent aujourd'hui les mobilisations en cours.

Nous appelons à une réouverture de véritables négociations et non de pseudos concertations où tout est ficelé d'avance, à la suspension immédiate de Parcours Sup et de la réforme du lycée pour enfin construire, avec les jeunes et les personnels, une école de la réussite pour tous.

Les sectorisations, étudiées ici, ont un impact sur les conditions d'études des élèves et les conditions de travail des personnels. La FSU tient à rappeler que le travail de construction et de sectorisation ne doit pas se contenter d'une gestion de flux ou d'augmentation d'effectifs, mais implique aussi des questions telles que :

- la démocratisation scolaire et donc un accès égal à toutes les offres d'éducation publique,
- la mixité sociale, en effet La FSU tient à rappeler l'importance de la mixité sociale dans la réussite de tous les élèves en collège.
- la qualité et l'adaptation des locaux financés sur les deniers publics pour assurer le bon fonctionnement du service public.

Ce travail doit donc permettre de trouver la bonne corrélation entre le taux de remplissage, les distances parcourues par les élèves et la mixité.

Dans un département comme le nôtre, les variations de population d'un secteur à l'autre nécessitent de se projeter à plus long terme avec des solutions modulables afin de garantir un service de qualité sans gaspiller l'argent versé par les contribuables, avec des solutions déjà obsolètes au moment de leur mise en œuvre.